

## Études internationales



*Documents juridiques internationaux. Volume 1 (Septembre 1982), Volume 2, no. 1 (janvier 1983), Volume 2, no. 2 (septembre 1983), Montréal, Société québécoise de droit international.*

Hélène Galarneau

Volume 15, numéro 2, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701692ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701692ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Galarneau, H. (1984). Compte rendu de [*Documents juridiques internationaux. Volume 1 (Septembre 1982), Volume 2, no. 1 (janvier 1983), Volume 2, no. 2 (septembre 1983), Montréal, Société québécoise de droit international.*] *Études internationales*, 15(2), 460–460. <https://doi.org/10.7202/701692ar>

Documents juridiques internationaux. Volume 1 (septembre 1982), Volume 2, no. 1 (janvier 1983), Volume 2, no. 2 (septembre 1983), Montréal, Société québécoise de droit international.

Il faut saluer l'initiative des professeurs Francis Rigaldies et Daniel Turp et de la jeune Société québécoise de droit international pour cette nouvelle publication périodique québécoise consacrée à la présentation de documents juridiques d'intérêt international. Chaque numéro reproduit des textes appartenant aux quatre catégories suivantes : actes des organisations et conférences internationales, accords internationaux, actes juridictionnels internationaux et actes unilatéraux étatiques. Les artisans de ce recueil ont opté pour la publication de documents d'actualité, choix qui semble judicieux puisqu'il permettra au chercheur francophone de mettre la main rapidement – les Documents juridiques internationaux paraîtront trois fois l'an à partir de 1984 – sur les principaux textes internationaux. Les trois premiers numéros de la revue sont déjà fort utiles. Ils contiennent par exemple le texte intégral de la Convention sur le droit de la mer, le document de clôture de la CSCE de Madrid, les déclarations de conférences du GATT, de l'UNESCO et du Conseil européen. Le Canada et le Québec occupent également une place intéressante sous la rubrique des accords internationaux et dans le choix des actes unilatéraux étatiques, pour lesquels la rédaction donne la priorité aux textes émanant des États francophones.

H.G

GÈZE, François, VALLADÃO, Alfredo et LACOSTE, Yves (sous la direction de) *L'État du monde 1983: Annuaire économique et géopolitique mondial*. Paris/Montréal, La Découverte-Maspero/Boréal Express, 1983, 640 p.

L'État du monde en est à sa troisième édition. Comme les précédentes, celle-ci brosse le tableau de chacun des cent soixante-six États souverains de la planète et présente,

toujours brièvement, les grandes tendances stratégiques et l'actualité mondiale. On y retrouve quelques lignes sur tous les événements, conflits, mouvements sociaux, technologies nouvelles, qui ont retenu l'attention des media occidentaux en 1982-1983. La « filière » bulgare, les finances du Vatican, les conflits irano-irakien, malouin et libanais, le mouvement des Verts en Allemagne de l'Ouest, les mouvements féministes et pacifistes, les manipulations génétiques sont autant de sujets qui apparaissent au sommaire de l'annuaire 1983. Une section spéciale consacrée cette année aux mutations culturelles fait état d'un autre sujet à la mode, le phénomène Dallas, ce « feuilleton universel » qui a suscité beaucoup d'intérêt dans la presse française!

H.G.

SANO, H.-O. et al., *Namibia and the Nordic Countries*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1981, 44 p.

Depuis plus de trois décennies, le statut politique du territoire du Sud-Ouest africain (aujourd'hui appelé Namibie) est l'objet de litiges entre l'Afrique du Sud et la communauté internationale. Dans la multiplication des débats récents sur la question namibienne, les pays nordiques ont joué un rôle certes mineur, mais éveillé quant à une éventuelle solution équitable de son statut politique. Ce bref ouvrage, fruit du travail de quelques chercheurs de l'Institut scandinave des études africaines, jette un rapide coup d'oeil sur les grands paramètres de la politique extérieure du Danemark, de la Norvège, de la Suède et de la Finlande face au problème namibien. Le texte révèle de bonnes et récentes statistiques et donnés sur l'aide gouvernementale et celle non-gouvernementale des pays nordiques à la Namibie.

L'ouvrage n'est cependant qu'une brève introduction descriptive des rapports Scandinavie-Namibie. Nous aurions pu par contre souhaiter une présentation plus élaborée des relations économiques entre ces pays nordiques et l'Afrique du Sud, particulièrement les pratiques des firmes privées, et ainsi dégager les contradictions entre les prises de position